

Face à Bolsonaro, une coalition pour soutenir la société civile brésilienne

Par Un collectif — 1 janvier 2019 à 11:17

Militants antiracistes, féministes ou LGBT sont particulièrement ciblés par le président brésilien qui prend ses fonctions ce mardi. Plusieurs organisations appellent les institutions françaises et européennes à ne pas laisser leurs intérêts économiques prendre le pas sur le respect des droits humains et environnementaux.

Tribune. Ce mardi, Jair Bolsonaro (Parti social-libéral, PSL) prend officiellement ses fonctions à la tête du Brésil. Avec le soutien de certaines élites traditionnelles (grands propriétaires terriens, militaires, lobbys pro-armement et puissantes églises évangélistes) son discours de haine a su séduire une partie de la population brésilienne, aggravant dangereusement les tensions sociales. Depuis le début de la période électorale, fin septembre, les cas de violences se sont multipliés en direction des militant.e.s des mouvements sociaux, des membres d'ONG, des défenseur.e.s des droits, des journalistes et des universitaires.

Les signes inquiétants s'accumulent. La composition annoncée du gouvernement laisse peu de doutes sur la ligne politique qui sera mise en œuvre. Sortie de l'accord de Paris, arrêt de la démarcation des terres des peuples autochtones, disparition du ministère du Travail, des censures à la presse, régression des droits des femmes, transfert de l'ambassade du Brésil à Jérusalem, remise en question du système universel de santé et criminalisation du militantisme, sont un échantillon des mesures auxquelles le pays peut s'attendre en ce début d'année.

Les défenseur.e.s des droits humains, les militant.e.s et activistes ainsi que les minorités discriminées (populations noires, autochtones, femmes et LGBTQ) sont particulièrement ciblé.e.s par les politiques de Jair Bolsonaro. Tout au long de sa campagne électorale, il n'a cessé de qualifier les mouvements sociaux et les ONG d'organisations terroristes, laissant pour seule alternative à leurs membres de choisir entre la prison et l'exil et annonçant qu'il assumera d'«*en tuer 100 000 s'il le faut*». Ainsi, une des premières mesures que le nouveau gouvernement souhaite prendre est le durcissement de la loi sur le terrorisme, afin d'y d'inclure toute forme de contestation, manifestation ou occupation d'un lieu. Des mouvements qui sont d'ores et déjà victimes de répressions au quotidien pourraient être interdits. Depuis l'élection, le campement du Mouvement des sans toit à Curitiba a été victime d'incendie meurtrier et deux membres du Mouvement des travailleurs sans terre (MST) ont été assassinés le 8 décembre dans le nord-est du pays.

Les mouvements politiques d'opposition sont également dans le viseur du nouveau président. Sous couvert de lutter contre la corruption, le ministre de la Justice, Sérgio

Moro, risque de poursuivre son travail de répression judiciaire contre des groupes de la gauche institutionnelle, visant notamment le Parti des travailleurs et mettant en péril le droit de l'ancien président Lula à bénéficier d'un procès équitable.

Quotidiennement alerté.e.s par les défenseur.e.s des droits brésiliens inquiet.e.s pour leur propre sécurité, le respect des droits humains et l'avenir des luttes sociales et environnementales dans leur pays, nous, mouvements sociaux, ONG, défenseurs des droits humains, appelons à rejoindre la coalition que nous lançons en soutien de la société civile brésilienne. Nous appelons également les institutions françaises et européennes à la plus grande vigilance et à ne pas laisser leurs intérêts économiques ou géopolitiques particuliers prendre le pas sur le respect des droits humains et environnementaux. Les relations entre Etats ne peuvent se construire aux dépens des droits, des libertés et la démocratie. Cet appel est un message de solidarité avec le Brésil : nous ne fermerons pas les yeux !

Signataires : *Act Up Paris, Amnesty international, Attac France, Autres Brésils, CCFD – Terre Solidaire, Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale (Cedetim), Centre d'étude du développement en Amérique Latine (Cedal), Centre de recherche et d'information pour le développement (Crid), Coopérative Écologie sociale, Emmaüs International, Fédération SUD PTT, France Amérique Latine (FAL), France Libertés, Internet sans frontières, Réseau Initiatives Pour un Autre Monde (Ipam).*